

## Grand entretien avec Stéphane Beaud

# Les sociologues doivent intervenir dans l'espace public

*Savoir/agir : Dans un article publié par la revue Mouvements<sup>1</sup>, vous parlez de l'éclipse de la classe ouvrière. L'expression est intéressante. D'un point de vue sociologique, comment un groupe social aussi important que la classe ouvrière peut-il « disparaître » ? Et si c'est le cas, comment peut-on en rendre compte ? S'agit-il d'une éclipse durable ? Définitive ? Ou est-ce le prélude à une recomposition ?*

**Stéphane Beaud :** En fait il ne s'agit pas d'une éclipse de la seule classe ouvrière mais des classes sociales en général dans la sociologie française des années 1980-90. Cet article a été écrit dans la ligne du travail avec Michel Pialoux sur la « condition ouvrière »<sup>2</sup>. Je reviens un instant sur le titre de cet ouvrage. Au début, on avait proposé comme titre du livre *Back to workers* pour bien indiquer qu'il fallait revenir à cette question. Ensuite, Éric Fassin nous a suggéré *Les ouvriers après la classe ouvrière*, un très beau titre qui traduit exactement la préoccupation centrale de cette phase de notre travail.

1. Stéphane Beaud, « La gauche et les classes sociales : de l'éclipse au renouveau », *Mouvements*, 2007/2 n° 50, p. 66-78.

2. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999, 468 pages.

Propos recueillis par  
Gérard Mauger et Louis Weber

Une autre remarque à propos de ce thème de l'éclipse de la classe ouvrière mais valable plus généralement. Si les journalistes jouent un rôle dans la promotion de nouveaux sujets – comme cela a été le cas pour les nouveaux pauvres ou l'exclusion, ou encore l'immigration au cours des années 1980 –, je suis convaincu que les sociologues doivent, eux aussi, intervenir dans ce processus de définition des sujets dignes d'attention et de recherche. On peut analyser le choix des objets des sociologues à différents niveaux. Il y a, par exemple, un effet directement lié au contexte sociopolitique du moment. Les travaux de Jean-Michel Chapoulie<sup>3</sup> sur la sociologie d'après-guerre montrent bien comment, à partir de 1945, des sociologues issus de classes supérieures (Crozier, Touraine...) n'ont pas pu ne pas s'intéresser à la « classe ouvrière », thème alors éminemment politique. Puis il y a eu, après le long 68, ces nombreux « adieux

3. Chapoulie J.-M., « La seconde fondation de la sociologie française, les États-Unis et la classe ouvrière », *Revue Française de Sociologie*, XXXII, 1991, p. 321/364.

au prolétariat » qui ont prospéré parallèlement aux reconversions sociales, politiques ou religieuses des intellectuels plus ou moins soixante-huitards.

Dans ce contexte très sombre de la restauration conservatrice des années 1980, quelqu'un comme Michel Pialoux (avec quelques autres) a gardé le cap, en continuant à travailler sur le monde ouvrier, dans une perspective qui cherchait à conjuguer les apports de Marx et Bourdieu et d'une certaine tradition anthropologique. Étudiant et apprenti sociologue au début des années 1980, j'avais beaucoup apprécié ses papiers dans *Actes de la recherche en sciences sociales* et dans *Critiques de l'économie politique*, notamment son fameux article (« Jeunes sans avenir et travail intérimaire ») et ses textes critiques du foucauldisme (Donzelot) et de l'opéraïsme italien. Je l'ai rencontré pour la première fois à l'occasion du stage de terrain du DEA de sciences sociales (EHESS/ENS) qu'il animait avec Alban Bensa et Florence Weber. Cette expérience du terrain a pour moi été une « révélation ». À l'époque je travaillais comme chargé d'études à l'Institut de recherches sociales (IRES)<sup>4</sup>.

Dans ce cadre, j'ai fait ma première enquête sociologique par observation à Lyon à Paris-Rhône (qui est devenu Valéo) sur la question des nouvelles technologies. Je n'en ai pas tiré grand-chose pour la suite de mes recherches, elle m'a cependant permis d'écrire mon premier

article de sociologie. Mais cette enquête m'a beaucoup marqué. J'ai passé deux semaines dans une section syndicale CFDT qui fonctionnait à l'ancienne, avec un fils d'immigrés algériens comme responsable. La plupart de ces ouvriers étaient en train de se faire licencier. La conjonction de cette première enquête et de cette rencontre avec Michel Pialoux m'a fait changer d'objet.

Car, au départ, comme c'était le cas de la plupart des chercheurs de ma génération, c'est la question de l'immigration qui m'a intéressé en 1982-85 : on était en plein dans l'émergence du Front National, j'avais une amie d'origine marocaine, étais donc très sensibilisé à cette montée du racisme ; en même temps, les discours de dénonciation du FN qui fleurissaient me laissaient dubitatif. Il y a eu alors un grand livre qui m'a beaucoup marqué et a décidé de l'orientation de mes premières recherches : c'était le livre sur Longwy<sup>5</sup> de Gérard Noiriel. J'avais aussi beaucoup lu ses textes dans la revue *Travail* ou dans *Le mouvement social* (je dévorais alors les revues). Mon premier travail de recherche (DEA), réalisé comme un travail à côté de l'IRES, a porté sur la démographie et l'immigration avant la création de l'INED, sous la direction d'Hervé Le Bras. J'avais fait un petit travail d'archives, découvert une belle lettre du Général de Gaulle à son ministre de la Justice en 1945 que j'avais transmise à Noiriel pour son livre *Le creuset français* (1988). Je m'étais ensuite inscrit en thèse avec Dominique Schnapper pour étudier « le rôle des sciences sociales dans la définition des politiques d'immigration en France et aux États-Unis », mais la

4. L'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) a été créé en 1982 par les cinq confédérations dites alors « représentatives », auxquelles la FEN a été ajoutée, sous l'égide du gouvernement. Le conseil d'administration est composé de neuf syndicalistes, neuf personnalités scientifiques et quatre représentants du Premier ministre. Le bureau regroupe six syndicalistes, un par organisation constitutive. Ni la FSU, ni la confédération Solidaires n'en font donc partie.

5. Gérard Noiriel, *Longwy : Immigrés et Prolétaires, 1880-1980*, Paris, Presses Universitaires de France, 1984, 396 pages.

bourse attendue pour étudier un an aux États-Unis n'est pas venue. L'enquête chez Valeo et le travail de terrain que j'ai fait pour mon DEA avec Pialoux, m'ont montré la voie d'autant plus que l'on ne menait plus guère de travaux sur la classe ouvrière. Dans la préface de notre livre, nous insistons d'ailleurs sur le décalage entre ce qu'on disait du monde ouvrier, archaïque, ringard, et la perception que l'on pouvait en avoir à travers les enquêtes. Mes premiers contacts avec les OS, militants ou non d'ailleurs, dans les sections syndicales de Sochaux m'ont beaucoup marqué. J'ai été frappé en particulier par la grande richesse des témoignages, à la fois d'un point de vue syndical et sur les pratiques de travail. Ce qui fait que Michel Pialoux, qui a une grande expérience de ces recherches et moi-même qui me suis en quelque sorte greffé là-dessus, nous nous sentions un peu isolés sur ce sujet dans le monde de la recherche.

*Savoir/agir : Le résultat, c'est que sans forcément le vouloir, Michel Pialoux et vous-même êtes quasiment en situation de monopole...*

**Stéphane Beaud :** Pas tout à fait. Au tournant des années 1980/90 sont sortis les livres, qui ont fait date, de Florence Weber, de Jean-Pierre Terrail et Olivier Schwartz<sup>6</sup>, sans oublier à Nantes les nombreux travaux, moins visibles, des chercheurs<sup>7</sup> du LERSCO (fondé par

Michel Verret). En fait, le renouveau des études sur le monde ouvrier s'est alors principalement effectué dans une veine qui vient de l'anthropologie, autour des travaux initiés par Gérard Althabe (EHESS) qui a été le directeur de thèse de Schwartz et de Florence Weber. Michel Pialoux lui-même était très proche de l'ethnologie, il a longtemps fait un cours de licence à Paris V qui s'appelait ethnologie du mouvement ouvrier, entretenant par ailleurs un dialogue suivi avec ses amis anthropologues de Paris V, Jean Bazin et Alban Bensa. Le pôle monde privé des ouvriers est donc travaillé d'un côté par Florence Weber et Olivier Schwartz. L'originalité de notre enquête avec Michel Pialoux tient à ce que nous nous sommes intéressés au travail, au syndicalisme, à l'école (et certainement pas assez au logement).

*Savoir/agir : Dans certains milieux politiques, notamment du côté du parti communiste et de son institut de recherches, Espaces Marx, on propose de retenir dorénavant la notion de « classe productive ». Qu'est-ce que vous en pensez ?*

**Stéphane Beaud :** Ce sont de vieux débats et une terminologie dans lesquels je ne me retrouve guère. Déjà du temps de mes études, ces débats sur la notion de classe m'ont toujours paru extrêmement scolastiques et ennuyeux. Pour ma génération, Bourdieu est passé par là : il a vraiment renouvelé en profondeur ces questions avec sa relecture (avec Passeron) de Max Weber, avec aussi l'accent mis sur la légitimité culturelle et les mécanismes de domination symbolique. Quand on enquête de manière ethnographique sur le monde ouvrier, en faisant des entretiens ou en réalisant des observations

6. Cf. *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, PUF, Paris, 1990, rééd. 2002, 558 pages et Florence Weber, *Le travail à côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Editions Ehes/Inra, 1989, *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?* PUF, 199

7. Cf. notamment le livre de Jean-Noël Retière, *Identités ouvrières. Socio-histoire d'un fief ouvrier (1909-90)*, L'Harmattan, 1992.

dans diverses scènes sociales, en étudiant les enquêtés « en situation », on s'aperçoit en fait que la grille de lecture marxiste ne suffit pas. Si l'enquête ethnographique en milieu ouvrier a mis du temps à se développer, c'est aussi parce qu'il n'était pas si aisé d'y accéder. Il faut bien voir que jusqu'à la fin des années 1970, la recherche en milieu ouvrier politisé, du fait du poids du PCF ou de la CGT, n'était pas facile car toujours un peu « sous contrôle ». L'anti-intellectualisme était répandu en milieu ouvrier, les sociologues « bourgeois » n'étaient jamais trop loin.

Aujourd'hui, les sociologues ne sont pas forcément bien vus (quelle est leur utilité ?...) mais au moins, ils peuvent entrer sur le terrain ! J'ai rencontré à Sochaux de vieux militants de la CGT qui étaient encore sur la ligne anti-intellectuelle ancienne. Mais les nouveaux entrants disaient au contraire : nous, on veut savoir. Je me souviens que nous avons par exemple rédigé, avec Michel, une note de six pages à partir de nos observations avec des recommandations pour aider l'alliance CGT-CFDT à reconquérir le CE de l'usine de Sochaux, enjeu énorme pour les sections syndicales locales. Notre objectif était que la CGT s'adresse aux « vrais ouvriers » et non pas de façon routinière, à un ouvrier qui n'existait pas. Bien sûr, cela a des limites, nous ne sommes pas en effet des sociologues experts. Mais dans le travail que nous avons fait, et qui a duré plusieurs années, nous ne sommes pas restés en permanence dans la pure position d'observation car ce n'est tout simplement pas tenable.

*Savoir/agir : Cela correspondait à une demande, plus ou moins explicite ? Ou est-ce vous qui l'avez proposé ?*

**Stéphane Beaud :** Quand on fait du travail de terrain, on ne peut pas toujours être demandeur d'une parole, frapper aux portes, s'incruster, observer, etc. Michel a passé pas mal de temps à la section syndicale CGT de Sochaux pour « discuter » et parfois assister à des réunions. Il faut bien, dans ces conditions, apporter de temps en temps quelque chose. Pour nous, au bout de six ans, cela a été ce livre *Retour sur la condition ouvrière*, qui peut être considéré comme une sorte de « rendu » de cette longue enquête. Mais, pendant l'enquête, on éprouve parfois le besoin d'être plus utile. De fil en aiguille, nous avons donc été conduits à intervenir dans la préparation des élections au CE, à dire : « pourquoi ne feriez pas ceci ou cela ? », etc. Le grand thème alors dans l'air était celui du syndicalisme de service. Les syndicats qui tenaient le CE proposaient des voyages pas chers en Grèce ou en Turquie. Ce que la CGT et la CFDT refusaient, tout en sachant que cela correspondait à une demande chez une partie des ouvriers<sup>8</sup>. Le problème était donc de savoir comment tenir compte des réalités d'aujourd'hui, sans rien lâcher sur le reste.

*Savoir/agir : Vous avez dit que votre enquête chez Peugeot mettait en avant des axes qui vous distinguaient par rapport à d'autres travaux : le travail (la chaîne, l'entrée des nouveaux, etc.), une dimension plus politique avec le syndicalisme et, enfin, l'école. Vous, vous êtes intéressé plus tard à la massification scolaire et ses effets sur le*

8. Chez Peugeot Sochaux, la première usine de France avec près de 12 000 salariés en 2010, les élections au CE sont toujours très disputées. En 2010, la CGT (7 sièges) a retrouvé la majorité, avec le soutien de la CFDT (1 siège), au détriment de l'entente FO-CFTC-CGT (7sièges)

*monde ouvrier. Pouvez-vous préciser cela ?*

**Stéphane Beaud :** Je rappelle d'abord que j'ai commencé par enseigner les sciences économiques et sociales en lycée. Ce qui m'a confronté directement à la question scolaire. Mais là aussi, c'est le « terrain » qui, sans le mythifier, a en quelque sorte imposé le sujet. Les deux premières années de l'enquête, nous avons surtout travaillé sur l'usine. Ce qui nous a frappés au cours des entretiens longs, que nous faisons souvent à deux et qui portaient sur l'orientation politique et syndicale, c'est qu'ils se terminaient toujours par l'avenir des enfants. Ce qui revenait constamment, c'est l'inquiétude par rapport à l'avenir, la perte de vitesse de l'usine, la détérioration des conditions de travail, d'où la question centrale : « qu'est-ce qu'on va faire de nos gosses ? ». Comme cette question de l'avenir recoupait celle de « 80% au niveau du bac », je me suis dit qu'il fallait vraiment travailler cela. J'ai essayé bien sûr de le faire de manière un peu originale en faisant le lien avec l'enquête, plus globale, sur les ouvriers de Sochaux. Ce n'était pas entièrement gagné parce que les entretiens avec ces lycéens, enfants d'OS pour la plupart, provoquaient toujours chez moi une sorte de malaise : je voyais bien que ces enfants d'ouvriers, souvent d'immigrés, se trouvaient embarqués dans des études dans lesquelles ils avaient vraiment du mal à s'orienter. Par rapport aux enquêtes quantitatives qui sont sur ce sujet essentielles, le travail ethnographique – à savoir les longs entretiens que j'ai pu mener auprès de ces lycéens – permet de montrer à quel point cette situation d'entre-deux scolaire pouvait engendrer chez ces « malgré nous » des études longues une forte souffrance sociale et psy-

chologique, alors très peu abordée. À la fin de beaucoup d'entretiens, des jeunes, notamment des garçons me disaient : « je ne vais pas bien, faut-il que j'aille consulter un psy ? » Cette tension très forte était liée à la difficulté de faire face seuls à cette injonction à la poursuite d'études qu'ils subissaient. On était en 1992-1995, au moment du pic dans les résultats du baccalauréat, dix ans après le lancement de la formule des 80%. Je regrette qu'on manque de données, faute d'avoir suivi des cohortes, sur la manière dont le tamis, le tri social et scolaire, s'est alors fait, à l'exception de l'enquête de Pierre Merle qui m'a beaucoup conforté dans mes résultats ethnographiques<sup>9</sup>.

Dans cette réflexion sur la massification ou plutôt sur la généralisation de la scolarité, ce qui m'a aussi beaucoup frappé c'est la difficulté éprouvée par la direction d'un syndicat comme le SNES à comprendre à quel point cet objectif passait mal auprès de sa « base » qui freinait à mort sur ce sujet, non sans raisons. Je le rappelle dans la postface du livre « 80 % au bac » et après ?<sup>10</sup> : j'ai fait en juin 2002 un débat sur ce livre à Paris avec Gisèle Jean, l'une des responsables nationales du SNES, et 70 professeurs de toutes les disciplines disant : « Vous, ce que vous dites là, nous l'avons vu dans nos classes. Nous étions furieux de voir que l'on laissait passer des élèves qui ne travaillaient pas sans les bases, cela nous mettait hors de nous ». Je reste persuadé qu'il y a eu là un raté, qu'un travail associant étroitement chercheurs et syndicalistes aurait pu

9. Voir notamment : Merle P., *La démocratisation de l'enseignement*, Paris, Repères, La Découverte, 2002.

10. Beaud S., « 80 % au bac » et après ? : les enfants de la démocratisation scolaire, Paris : La Découverte, coll. « Textes à l'appui. Enquêtes de terrain », 2002

permettre de faire des bilans plus réalistes de la démocratisation tout en évitant peut-être ce raidissement d'enseignants, irrités ou indignés de voir qu'on leur imposait cette démocratisation sans à aucun moment pouvoir réfléchir au contenu des programmes, au mode de pédagogie en lycée. Notamment dans les disciplines littéraires. Le livre sur la lecture dirigé par Christian Baudelot<sup>11</sup> montre bien, à partir d'un suivi de cohortes d'élèves (de la 4<sup>e</sup> à la première) comment le passage au lycée s'accompagne d'une forte baisse de la lecture chez les adolescents, notamment du fait de l'imposition d'un canon littéraire qui finit de décourager des lecteurs hétéroclites, amateurs au collège de Stephen King. Cette question de la manière dont les velléités culturelles des enfants de classes populaires sont refroidies par les normes du conservatisme littéraire (de plus en plus à l'œuvre dans toute l'institution) me paraît une question décisive. J'ai vu jouer cet été à Avignon la pièce tirée du *Journal* de Mouloud Feraoun (1955-62) et je me dis que ce serait un formidable texte à faire lire à des élèves de seconde (et pas seulement dans les lycées de la périphérie). Si les enseignants pouvaient échapper un peu à ce sacro-saint programme qui les ligote de plus en plus. Lors de cette enquête de terrain, j'ai réalisé beaucoup d'entretiens avec des enfants d'immigrés. Ce qui est intéressant là, c'est la pertinence ou non des résultats sur la longue durée. Les statistiques sur la durée montrent que pour les immigrés anciens (Marocains, Algériens, etc.) ou plus récents (Turcs par exemple), l'idée est vraiment qu'il faut s'en sortir par l'école. Il y a un hyper investisse-

ment dans l'école, qui a malheureusement pour contrepartie une déception d'autant plus grande à la sortie quand les attentes en termes d'emploi sont déçues. Ce qui fait que beaucoup de ces enfants perçoivent l'institution scolaire comme une institution qui leur est hostile. En termes de politisation, nous sommes peut-être en présence d'une rupture historique : aujourd'hui, dans certains endroits tout au moins, les enseignants sont perçus comme des ennemis de classe, ce qui n'était pas le cas jusqu'ici. Le prof devient « celui qui m'a mal orienté, qui m'a empêché d'entrer en première, qui m'a mis en STT, etc. »

### *Savoir/agir : À quoi cela est-il lié ?*

**Stéphane Beaud :** C'est manifestement un effet direct de la compétition scolaire. Ces jeunes savent bien qu'avec le petit capital scolaire qui est celui des classes populaires, ils ont peu de chances d'être bien placés. Pour une place d'éboueur dans une commune, il y a souvent plus de cinquante candidats et ce n'est pas Mohamed qui aura le poste en général !

### *Savoir/agir : Un autre thème court à travers tout votre travail, c'est la racialisation de la question sociale.*

*Comment vous situez-vous par rapport à cela ?*

**Stéphane Beaud :** Toujours avec Michel Pialoux, nous avons écrit un article sur ce sujet dans le livre collectif des Fassin<sup>12</sup>. Dans nos travaux, nous avons à la fois accompagné un mouvement ouvrier en désintégration et vu monter cette théma-

11. Christian Baudelot, Marie Cartier, Christine Detrez, *Et pourtant ils lisent !...* Le Seuil, 1999.

12. Fassin D., Fassin E. (dir.), *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2006.



tique en partie importée des États-Unis dans la sociologie française. Il y a une légitimité à le faire, il faut tenir compte de ces facteurs, il faut dénoncer la discrimination, etc. Mais je me demande en ce moment si le bâton n'a pas été trop tordu dans l'autre sens. Je le vois là encore à travers les travaux des étudiants, qui sont un formidable observatoire de ce point de vue. Ils sont attirés par ces questions comme on peut le voir à travers le succès des séminaires (à l'EHESS ou à l'ENS) qui l'affichent. Dès qu'on met le mot « race » ou « racialisation » quelque part, surtout si on ajoute le mot genre, les étudiants sont intéressés car c'est dans l'air du temps et dans l'actualité politique.

Notre travail d'enseignant et de sociologue consiste aussi, je pense, à résister à cet air du temps. La dérive est en effet forte : à force de tout racialiser, on en finit par oublier ce que Danièle Kergoat appelle la consubstantialité des rapports sociaux. Les rapports de classe, les rapports de race, les rapports de genre interviennent toujours simultanément. Il faut donc travailler sur les trois en même temps. Mais, de fait, dans beaucoup de travaux, ce sont les rapports de race qui l'emportent dans l'analyse en reléguant, au mieux dans l'introduction, les rapports de classe. La racialisation des rapports sociaux, théorisée par les intellectuels, qui circule dans l'espace public, qui est reprise par les journalistes avec sans arrêt des « scandales » autour de la discrimination, tend à faire oublier qu'il y a d'autres problèmes sociaux qu'il faudrait aborder en même temps.

Enfin, ce qu'on ne dit pas assez, c'est que la discrimination est très difficile à démontrer de manière empirique. Si elle existe, il faut des outils très fins et adaptés pour le démontrer empiriquement. Il y a en effet toujours d'autres variables

qui jouent en même temps. Par exemple, quand une candidate, docteure en sociologie, issue d'une « minorité visible » pense qu'elle a été recalée par une commission du CNU pour cette raison, elle oublie que d'autres facteurs, comme par exemple le choix de son directeur de thèse, sa manière de faire de la sociologie, ses matériaux empiriques, ont pu la pénaliser tout aussi bien ! On peut certes penser que ces effets se surajoutent mais, personnellement, j'ai du mal à imaginer que dans les commissions de spécialistes des sociologues, cela se passe comme dans certaines entreprises, et que l'appartenance sociale ou raciale intervienne dans l'examen des dossiers des candidats.

Je pense surtout que les sociologues ont le devoir aujourd'hui de remettre au goût du jour l'étude empirique des classes sociales. Thème qui reste aujourd'hui sous-enquêté et peu financé. En même temps, je comprends la légitimité des questions relatives aux statistiques ethniques. Beaucoup de sociologues ont longtemps été contre pour des raisons plus morales et politiques que scientifiques. Mais disposer d'un instrument est aussi un moyen pour la lutte scientifique et politique et pour déconstruire un certain nombre de mythes. Le problème, c'est que l'interprétation exclusive ou quasi exclusive par la « race » est performative ; elle produit une vision du monde racialisée. Cela s'est vu avec les émeutes de 2005. À force de dire que c'était une révolte ethnique, une révolte des minorités visibles, ce qui était faux au départ, on en a fait quelque chose de vrai. Des personnes se sont emparées de ce type d'explication et en ont fait un mobile de leur mobilisation. En fait quand on dit qu'il s'agit d'une révolte des minorités visibles, c'est qu'on les a vues comme telles. Mais les émeutiers ne se

sont pas forcément révoltés en tant que minorité visible discriminée mais parce qu'ils se voient comme les « larbins de la société », sans avenir, constamment harcelés par la police...

*Savoir/agir : Oui, mais pourquoi sont-ils harcelés par la police ?*

**Stéphane Beaud :** Pour beaucoup de raisons, qu'on peut expliquer. Est-ce parce que les policiers seraient « racistes » ? Ce n'est pas, je crois, l'explication majeure, même si c'en est une. Mais les policiers ne sont pas là pour incarner le racisme de l'État français mais pour faire la chasse aux *dealers*, faire du chiffre, ramener de bons chiffres à la brigade. Ils peuvent être racistes accessoirement, mais ce n'est pas cela qui guide foncièrement leur activité. J'ajoute un point qui me paraît devoir être interrogé. Je m'étonne du fait suivant : parmi les sociologues en France, à part quelques exceptions (comme Smaïn Laacher, Nacira Guenif, Ahmed Boubeker), il existe peu de sociologues issus de familles immigrées, ce contrairement à ce qui s'est passé pour les sociologues issus de milieux populaires qui ont accédé à l'université dans les années 1960-80.

*Savoir/agir : Comment classer là-dedans des sociologues comme Saïd Bouamama ?*

**Stéphane Beaud :** C'est un cas atypique. Il n'est pas au sens propre du terme un universitaire car sociologue dans une institution du travail social. Il n'est ni au CNRS, ni enseignant-chercheur, un franc-tireur en un sens, intéressant notamment grâce à son long passé de militant « beur » (il a animé à Lille la marche pour l'égalité de 1983) et à la profondeur de son enracinement social dans son Nord natal. À mes

yeux, il est important de faire émerger des sociologues ayant ce passé social car je le vois bien chez mes étudiants, beaucoup d'entre eux qui sont des descendants d'immigrés (algériens, marocains notamment) ont une connaissance intime, une connaissance pratique, comme le disait Sayad, du milieu de l'immigration. Mais peu choisissent de devenir de vrais sociologues. Or ils auraient pourtant pu apporter des connaissances ethnographiques fouillées sur les transformations de l'immigration et des cités.

Karima Guenfoud a par exemple travaillé au début des années 2000 sur la façon dont l'argent de la drogue circule au sein des familles et ce qu'elle y provoque. Il est apporté par les garçons, qu'il contribue ainsi à requalifier symboliquement dans la famille contre les filles qui sont simples secrétaires alors qu'elles sont allées à Bac+2 ou +3. Ce qui permet de construire une sociologie de la famille plus complexe, permettant vraiment de comprendre beaucoup de choses. Elle est aujourd'hui maîtresse de conférences à Paris 13, et elle a du mal à se faire entendre malgré ce travail très innovant.

*Savoir/agir : Comment expliquer cela ?*

**Stéphane Beaud :** On touche là un problème plus général de pas mal de jeunes docteurs issus des milieux populaires arrivant en sociologie dans le milieu universitaire. D'abord, il y a une grosse charge de travail qui leur tombe dessus du fait même du sous-encadrement administratif des facultés (nouveaux arrivés, on leur colle le sale boulot). Ensuite, soucieux de réussir, ils surinvestissent souvent la pédagogie, les TD, etc., finissant par oublier un peu qu'ils sont enseignants-chercheurs. Depuis la licence jusqu'à la thèse, ils ont souvent travaillé sur le même



sujet. Là, tout à coup, on leur donne à faire des cours sur des sujets parfois très éloignés. L'avantage du CAPES et de l'agrégation ou d'être passé par Sciences-Po, c'est que la préparation est plus large et l'enseignement mieux cadré. Ces jeunes sociologues, maîtres de conférences qui sont arrivés jusqu'à la thèse à la force du poignet n'ont pas ce *background* scolaire. Ils vont donc s'épuiser à faire beaucoup de nouveaux cours pendant leurs cinq premières années d'enseignement, ce qui les éloigne de la recherche. Ils ne publient plus, ce qui les déclasse d'une certaine façon et ils se mettent en retrait, doutant éventuellement de leur intérêt pour la recherche. Cette difficulté d'occuper le poste prend des formes plus aiguës pour celles et ceux qui se sentent *a priori* moins légitimes socialement et culturellement. Celui qui a fait Sciences-Po n'a pas ces problèmes de légitimité, ou tout au moins pas de la même façon.

*Savoir/agir : Venons-en maintenant au football. Quelle est la place de vos travaux sur le football dans votre parcours ?*

**Stéphane Beaud :** Si j'avais fait ma thèse vingt ans plus tard, je l'aurais faite sur le football.

Mais j'ai préféré mettre mon intérêt pour le football à distance pour devenir, à mes yeux, un « vrai » sociologue. C'est aussi un effet de conjoncture politique : j'appartiens à une génération où on était nombreux à faire des sciences sociales pour faire autrement de la politique (comme ces malheureux économistes « hétérodoxes » de ma génération, aujourd'hui broyés par la science économique standard furieusement modélisatrice et « science dure »). En réalité, je dois dire que si j'ai arrêté le foot au début

des années 1980, c'était aussi parce que les milieux intellectuels, éventuellement féministes, considéraient que « c'était idiot de taper dans un ballon de foot » ! Dans mon travail de chercheur, je me suis cependant intéressé au foot pour plusieurs raisons. D'abord, c'est un superbe fait social total qui mêle intimement aspects économiques, sociaux, politiques, anthropologiques. Ensuite parce que s'intéresser au foot, c'est continuer à réfléchir sur les transformations des classes populaires. Enfin parce que la dernière coupe du monde de juin 2010 nous a offert en France, avec cette histoire de la grève des joueurs, une forte poussée nationaliste. Ce qui s'est alors passé en Afrique du Sud a constitué un événement proprement politique, une affaire d'État. Les sociologues – mais cela renvoie à la question : qu'est-ce que la sociologie ? – devraient intervenir dans l'espace public quand ils estiment que « trop c'est trop ». Il y a eu là en effet un gros épisode de nationalisme, avec bien sûr pendant des semaines en juin-juillet 2010 la mise à l'index des banlieues, des Noirs et des Arabes.

J'ai écrit ce livre sur cette grève – *Traîtres à la nation ? Un autre regard sur la grève des Bleus en Afrique du Sud* – aussi pour des raisons plus personnelles : depuis que je suis enseignant à l'ENS, j'ai eu un peu de mal à y trouver ma place, ayant souvent l'impression de ne plus faire autre chose que de lire des thèses, de présider des jurys, bref d'être pris dans la machine universitaire... J'ai donc pris six mois de ma vie pour échapper un peu à cela et réfléchir aux questions que je pose dans mon livre.

S'agissant de la méthodologie, j'ai précisé dans le livre que j'ai travaillé à partir de sources de seconde main : articles de journaux, documentation existant à la

Fédération française de football. Mais ce n'est pas très différent de ce que fait Frédéric Lebaron, avec qui j'en ai parlé, sur les banquiers centraux : il ne travaille que sur la presse. Dans le sport comme dans la haute finance, le chercheur a en effet affaire à des personnages publics, qui s'expriment en permanence. Si on arrivait à les voir, il n'est d'ailleurs pas certain qu'ils diraient beaucoup plus, la langue de bois étant le plus souvent de rigueur. Par ailleurs, les grands footballeurs sont très difficiles d'accès.

La deuxième raison est davantage liée à mon futur travail d'encadrement de travaux de recherche. L'an prochain, je vais en effet faire deux séminaires sur cette question, l'un sur la sociologie et l'histoire du foot, l'autre sur la socialisation par le football, le passage du foot de cité au foot de club. Le livre est donc aussi une façon d'intéresser les étudiants à ce champ partiellement en friche et que je souhaiterais, avec d'autres, labourer.

Pour moi, c'est aussi un moyen de revenir à l'enquête sur les cités, sans pour autant être obligé de « subir » en permanence le discours de victimisation. C'est un mode d'entrée plus « subtil », car le foot est encore valorisé, il y a encore de l'espoir, il y a de l'encadrement et même de l'auto-encadrement par les anciens. En somme, on a là un bel observatoire de ce qui peut encore se jouer en banlieue, sans être contraint de se situer d'un côté ou de l'autre. J'ai cessé d'enquêter en effet dans les banlieues depuis quelques années car j'ai eu l'impression, peut-être à tort, d'un monde qui se rétractait, qui se rabougrissait, qui se refermait sur lui-même, ayant de plus en plus de mal à s'abstraire d'une logique de victimisation face à laquelle on est désarmé.

Le foot est aussi un bel objet pour penser la question de la reproduction sociale,

question que nous avons déjà abordée au cours d'un séminaire à l'ENS avec Gérard Mauger et Paul Pasquali. On peut aussi mieux comprendre les formes de mobilité sociale et même, j'y reviens, travailler la question de la racialisation. Il me paraît important de sortir de la logique de la condamnation et de l'invective. J'aimerais, avec les étudiants, faire des travaux ethnographiques fins sur ces questions et le foot me semble être un milieu propice pour cela. D'autant que ce qui s'est passé en Afrique du Sud peut avoir le même effet que les émeutes de 2005 qui ont eu un rôle majeur dans l'élection de Sarkozy. Cela a radicalisé une partie des classes populaires contre « la banlieue ». Pour moi, le « bus de la honte », la façon dont on en a parlé, les « bannis » six mois plus tard ont eu symboliquement un effet très important sur la mise à l'écart de la banlieue. Ils sont devenus plus que jamais « les autres », les « mauvais » Français.

C'est une des raisons pour lesquelles j'ai fait ce livre. S'agissant de sa réception, je ne m'attendais évidemment pas à ce que les intellectuels s'y intéressent tant le football reste un objet indigne dans le champ intellectuel national. Les journalistes sportifs ont trouvé cela intéressant, tout en précisant : « tout ce que vous dites là, nous, on ne peut pas le dire ». Ils me donnent raison mais sont pris dans un jeu social où leur objectif est de décrocher un entretien avec Anelka ou quelqu'un d'autre. Ils y consacrent des mois et ne veulent donc pas compromettre leur chance par un article qui déplâit.

*Savoir/agir : Ce qui est intéressant, c'est de voir comment Nicolas Sarkozy et la droite sont montés au créneau. La gauche est restée étrangement silencieuse.*

**Stéphane Beaud :** Sauf Jean-Luc Mélenchon qui a eu le bon réflexe en disant que c'était une « bonne grève », Bernard Thibaut a fait aussi la même remarque. Ce sont les deux exceptions à gauche. La gauche PS est en revanche beaucoup dans « l'ordre juste ». Pour elle, la banlieue semble être devenue aujourd'hui ce qui l'empêche éventuellement d'être élue. Mais sur cette question du foot, il n'est pas très compliqué de montrer comment s'est monté une sorte de piège néolibéral qui contribue à éloigner les héros sportifs du public, de ceux qui étaient avant leurs admirateurs. Le football professionnel est en effet un exemple paradigmatique du néolibéralisme sur le plan économique. Les footballeurs, issus pour la plupart des « cités », en bénéficient largement sur le plan économique mais ils en sont aussi les victimes sur le plan psychologique et symbolique. Très jeunes, ils gagnent mensuellement des sommes indécentes (800 000 euros par mois pour Ribery au Bayern de Munich) et, en même temps, par leur comportement ils ne sont pas à la hauteur de leur statut de stars planétaires. Ils ne peuvent pas ne pas être libéraux dans leurs têtes (revendiquant même comme Anelka le droit de ne pas payer d'impôts) et en même temps ils donnent des verges pour se faire battre symboliquement quand ils ne respectent pas un minimum de règles comme la parole donnée dans les contrats. Du coup ils apparaissent à l'opinion publique comme « indéfendables ». Mon but n'était certes pas de les défendre mais de contribuer à faire comprendre les raisons de cette grève qui renvoie en profondeur à ces contradictions sociales du footballeur de haut niveau dans le cadre du foot-business.

Le livre posait aussi la question des binationaux, qui sont devenus aujourd'hui la cible du Front national.

*Savoir/agir : Si l'interview que vous avez donnée au Monde<sup>13</sup> et l'article écrit avec Gérard Noiriel dans Libération<sup>14</sup> ont été critiqués, ce n'est pas tant à cause de la question des binationaux mais parce que vous donniez l'impression d'excuser les propos du sélectionneur Laurent Blanc sur les caractéristiques physiques des joueurs selon la couleur de leur peau, propos que beaucoup ont jugé racistes. Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire que Laurent Blanc lui-même est raciste...*

**Stéphane Beaud :** D'abord revenons sur la question des bi-nationaux car elle traduit bien la contradiction entre les États-nations et l'internationalisation du football<sup>15</sup>. Des footballeurs sont formés en France et puis, sollicités par les fédérations concernées, choisissent l'équipe nationale de leur deuxième nationalité, renonçant ainsi définitivement à une éventuelle sélection en équipe de France. Une comparaison : si Normale Sup ou Polytechnique perdaient leurs physiciens (et possibles futurs Nobel) au bénéfice du MIT ou d'une autre université américaine, on accepterait bien l'idée de lutter contre ce gaspillage des deniers publics, de cet investissement consenti par la nation. Pourquoi pas la même réaction pour le foot ? Ensuite, pour les propos

13. Stéphane Beaud : « Un endroit où il n'y a pas de discrimination raciale », Le Monde, 1er mai 2011,

14. Stéphane Beaud, Gérard Noiriel, « Race, classe, football. Ne pas hurler avec la meute », Libération, 8 mai 2011. Disponible sur le blog de Gérard Noiriel : <http://noiriel.over-blog.com/article-race-classe-football-ne-pas-hurler-avec-la-meute-stephane-beaud-gerard-noiriel-73427230.html>

15. Voir sur ce sujet le texte de Stéphane Beaud mis en ligne par Laurent Mucchielli sur son site : <http://www.laurent-mucchielli.org/index.php?post/2011/07/15/football-français-affaire-des-quotas-replacee-dans-son-contexte>

de Laurent Blanc, je maintiens qu'il fallait lire de très près le *Verbatim* de cette réunion et ne pas se contenter de se focaliser sur ces expressions décontextualisées : par exemple, à un moment de la discussion, Laurent Blanc dit aussi qu'il n'aurait rien contre une équipe de France à 100% composée de Noirs si ce sont les meilleurs qui jouent. En la matière, j'aimerais citer les réflexions très justes de Claude Onesta, – le sélectionneur (de gauche !) de l'équipe de France de Handball – sur son équipe (multiethnique) double championne olympique : « On n'éprouve aucune difficulté à vivre ensemble. On s'unit derrière la couleur du maillot, avec nos différences. Dans un vestiaire, ça peut même chamber sur ces différences, mais comme on chambre la grande saucisse (sic), celui qui a pris trois kilos, celui qui est petit. On ne se moque pas, c'est une façon d'apporter de la cohésion dans la diversité. On s'unit par ça. C'est bien plus humaniste et utile que de vouloir mettre un mouchoir sur tout. Le sport est une réponse intelligente au politiquement correct qui voudrait tout aplanir, qui voudrait que le Noir, on ne le voit pas noir (...) Mon rôle dans tout ça, c'est comprendre ce fonctionnement, décoder l'intention derrière une plaisanterie : c'est une agression ou une recherche de lien ? Empêcher ce qui pourrait blesser mais permettre ce qui rapproche. C'est une régulation permanente ». Dans la suite de ces propos, je tends à penser que la dénonciation systématique du « racisme » – visant presque toujours les milieux populaires – par la France d'en haut est devenue aujourd'hui une routine de pensée qui peut avoir des effets négatifs sur le plan civique. Il me semble surtout que le travail du sociologue consiste justement à essayer de produire une intelligibilité, fine et contex-

tualisée, des propos étiquetés comme racistes, quitte à être à contre-courant de la vague de dénonciations sur laquelle surfent les faiseurs d'opinion sans prêter assez d'attention au contexte historique et institutionnel d'énonciation de ces propos. ■